



Pouvoir adjudicateur :

France Télévisions SA au capital social de 424 741 000 euros, immatriculée sous le n°432 766 947 au RCS de Paris, et dont le siège social est situé à Paris – 7 esplanade Henri de France – 75907 Paris Cedex 15 – téléphone : 00 33 (0)1 56 22 60 00

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Maintenance préventive et curative des installations CVC du Réseau
France 3 région**

Ref n° AC_MGX24-009

Date et heure limites de remise des offres :

Le vendredi 3 mai 2024 à 16H00 (heures de Paris)

La procédure de consultation est celle de l'appel d'offres ouvert en application du code de la commande publique.

Table des matières

Article 1 - PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre et caractéristiques principales	4
1.2 - Type de l'accord-cadre	4
1.3 - Forme de l'accord-cadre.....	4
1.4 - Lieu d'exécution	5
1.5 - Durée de l'accord-cadre	5
1.6 - Forme et variations des prix.....	6
Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
2.1 - Définition de la procédure	6
2.2 - Allotissement.....	6
2.3 - Conditions de participation des candidats	6
2.4 - Variantes	7
2.4.1 - Variantes à l'initiative du candidat :	7
2.4.2 - Variantes à l'initiative de l'acheteur :	7
2.5 - Validité des offres.....	7
2.6 - Visite du site	7
2.7 - Renseignements complémentaires demandés par le candidat	9
2.8 - Réponse de l'acheteur.....	9
2.9 - Modification du dossier de consultation	9
Article 3 - CONTENU ET DISPONIBILITE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE). 9	9
3.1 - Documents fournis aux candidats.....	9
3.2 - Disponibilité du dossier de consultation	10
Article 4 - MODALITES D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
4.1 - Candidature	11
4.1.1 - Composition du pli de candidature	11
4.1.2 - Examen des candidatures	12
4.2 - Offre	13
4.2.1 - Composition du pli de l'offre	13
4.2.2 - Jugement des offres.....	15
4.3 - Rappel des documents à fournir par le candidat retenu	16

PREAMBULE

MODALITES DE REPONSE

Afin que votre candidature et votre offre soient complètes dès leur réception, nous vous conseillons :

- de lire le présent règlement de consultation,
- de vérifier que l'acte d'engagement est intégralement rempli par le candidat ou le mandataire du groupement,
- de dater et signer l'acte d'engagement,
- de vérifier que les personnes signataires des différents documents sont habilitées à engager le candidat ou le mandataire du groupement ou qu'elles bénéficient d'une délégation de signature,
- de se conformer strictement aux dispositions de l'annexe au présent règlement de consultation « Guide pour répondre à une consultation ».

Attention, depuis le 1^{er} octobre 2018, le candidat devra impérativement transmettre sa candidature et son offre **par voie électronique** selon les modalités prévues au point 4 « Modalités d'envoi ou de remise des candidatures et des offres » et dans l'annexe du présent règlement de consultation « Guide pour répondre à une consultation ».

Identification du Pouvoir adjudicateur

Raison sociale du pouvoir adjudicateur

France Télévisions SA au capital social de 424 741 000, immatriculée sous le n°432 766 947 au RCS de Paris, et dont le siège social est situé à Paris – 7 esplanade Henri de France – 75907 Paris Cedex 15 – téléphone : 00 33 (0)1 56 22 60 00, représentée par son représentant légal.

Article 1 - PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Objet de l'accord-cadre et caractéristiques principales

Le présent accord-cadre a pour objet la **maintenance préventive et curative des installations CVC du réseau France 3 région**.

L'accord-cadre comprend notamment les prestations suivantes :

- **P2** : Prestations d'entretien, maintenance, dépannage et conduite de l'ensemble des installations
- **P3** : Prestations de gros entretien et garantie totale d'une partie des installations

Forme de l'accord-cadre PFI : Prestations Forfait Intéressement pour les sites principaux
Pas de fourniture de combustible nécessaire à la production de chauffage et d'ECS.

1.2 - Type de l'accord-cadre

Accord-cadre de :

Fournitures ☐ Services ☒ Travaux ☐

Nomenclature CPV :

50720000-8 Services de réparation et d'entretien de chauffage central
50721000-5 Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage
50730000-1 Services de réparation et d'entretien de groupes de réfrigération
71314200-4 Services de gestion de l'énergie

1.3 - Forme de l'accord-cadre

Accord-cadre se composant de prestations permanentes à prix global et forfaitaire (part fixe) et de prestations ponctuelles à prix unitaires (part à bons de commande).

Accord-cadre comprenant une part forfaitaire et une part à commande	➤ Mono-attributaire
	Lot 1 : La part à commande est sans minimum et avec un maximum à 25 000 €
	Lot 2 : La part à commande est sans minimum et avec un maximum à 225 000 €
	Lot 3 : La part à commande est sans minimum et avec un maximum à 420 000 €
	Lot 4 : La part à commande est sans minimum et avec un maximum à 300 000 €
	Lot 5 : La part à commande est sans minimum et avec un maximum à 230 000 €
	Lot 6 : La part à commande est sans minimum et avec un maximum à 330 000 €
	Lot 7 : La part à commande est sans minimum et avec un maximum à 205 000 €

1.4 - Lieu d'exécution

	Sites principaux	Sites Annexes
1	AJACCIO	Bastia
2	AMIENS	
3	ANTIBES	Nice, Draguignan, Menton
4	BESANCON	Vesoul, Montbéliard, Pontarlier
5	BORDEAUX	Agen, Bayonne, Dax, Mont-de-Marsan, Périgueux, Pau
6	CAEN	Alençon
7	CLERMONT FERRAND	Le Puy-en-Velay, Moulins
8	DIJON	Le Creusot, Mâcon
9	GRENOBLE	Annecy, Archamps, Chambéry, Chamonix
10	LILLE	Boulogne sur Mer
11	LIMOGES	Brive, Guéret
12	LYON	Aubenas, Bourg en Bresse, Saint Etienne, valence
13	MARSEILLE	Avignon, Digne-les-Bains, Toulon
14	MONTPELLIER	Nîmes, Carcassonne, Perpignan
15	NANCY	Epinal, Sarreguemines
16	NANTES	La Roche sur Yon, Saint Nazaire
17	ORLEANS	Bourges, Chartres, Châteauroux, Montargis
18	POITIERS	Angoulême, La Rochelle, Niort
19	REIMS	Chaumont, Troyes
20	RENNES	Brest, Lorient, Quimper
21	ROUEN	Le Havre, Dieppe, Evreux, Le Havre
22	STRASBOURG	Mulhouse
23	TOULOUSE	Albi, Rodez, Foix, Millau

1.5 - Durée de l'accord-cadre

La durée d'exécution de l'accord cadre est de quarante-huit (48) mois à compter de :

☒ La date de début d'exécution prévue par l'accord-cadre lors qu'elle est postérieure à la date de notification

La date prévisionnelle de début d'exécution est le 1^{er} octobre 2024.

L'accord cadre est reconductible : ☐ NON ☒ OUI

Si oui :

- Nombre des reconductions : 1
- Durée des reconductions : 12 mois, ne pouvant excéder la durée totale de l'accord-cadre de 60 mois.

1.6 - Forme et variations des prix

Les prestations réalisées au titre du présent accord-cadre seront réglées :

- Par un prix global et forfaitaire et par prix unitaires ☒

Les prix sont :

☒ Révisables

Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Définition de la procédure

☒ Appel d'offres ouvert

La procédure de passation est menée conformément au code de la commande publique.

La procédure a été engagée par l'envoi au JOUE de l'avis d'appel public à la concurrence, ainsi que sur le site de France Télévisions.

2.2 - Allotissement

L'accord cadre :

- ☒ est alloti en sept (7) lots géographiques décrits au cahier des charges :

N° de lot	Intitulé du lot
Lot n°1	CORSE
Lot n°2	GRAND EST
Lot n°3	HAUT DE France – NORMANDIE
Lot n°4	NOUVELLE AQUITAINE / TOULOUSE
Lot n°5	PROVENCE ALPES COTE D'AZUR / MONTPELLIER
Lot n°6	AUVERGNE RHONE ALPES / BOURGOGNE FRANCHE COMTE
Lot n°7	PAYS DE LA LOIRE – CENTRE DE VAL DE LOIRE - BRETAGNE

Les candidats, en tant que candidat individuel ou mandataire d'un groupement peuvent candidater à plusieurs lots.

Un même candidat ne peut pas présenter plusieurs offres pour un même lot.

2.3 - Conditions de participation des candidats

Les candidats pourront se présenter en co-traitance ou sous-traitance :

En cas de cotraitance :

☒ Les candidats ne pourront pas présenter une offre en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

☐ Les candidats pourront présenter une offre en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord cadre.

La visite des sites est fortement recommandée. Chaque candidat est invité à contacter les représentants de chaque établissement pour planifier une visite (coordonnées des correspondants dans le tableau ci-dessous).

N°	LOT	Région	Antenne	Adresse	Responsable IMG
1	1	Corse	Ajaccio	8 rue Touranjon CS 13007 -20700 Ajaccio Cedex 9	jacques.andarelli@francetv.fr 04 95 23 93 00 / 06 09 47 52 82
2	3	Hauts de France	Amiens	25 rue Roger Martin du Gard CS 28001 80084 Amiens Cedex	philippe.duc@francetv.fr 03 22 69 54 20 / 06 27 82 24 83
3	5	Provence Alpes Côte d'Azur	Antibes	159, avenue du Pylône - La Brague - 06608 Antibes cedex	jacques.perez@francetv.fr 04 92 91 72 20 / 06 01 19 16 00
4	6	Bourgogne Franche-Comté	Besançon	8 avenue de la Gare d'Eau BP 1207 25004 Besançon Cedex	remy.laine@francetv.fr 03 81 65 85 07 / 07 77 00 97 45
5	4	Nouvelle Aquitaine	Bordeaux	136, rue Ernest Renan - 33075 Bordeaux cedex	jerome.bourdy@francetv.fr 05 56 01 38 01 / 06 65 36 02 22
6	3	Normandie	Caen	41, rue Fred Scamaroni - BP 6000 - 14067 Caen Cedex 4	eric.morisse@francetv.fr 02 31 30 60 02 / 06 21 30 58 99
7	6	Auvergne Rhône Alpes	Clermont-Ferrand	137, avenue de Royat - 63407 Chamalières	vincent.pailhoux@francetv.fr 04 73 43 73 50 / 06 23 68 58 67
8	6	Bourgogne Franche-Comté	Dijon	6 avenue de la Découverte BP 96 – 21003 Dijon Cedex	gu.martin@francetv.fr 06 14 43 03 77
9	6	Auvergne Rhône Alpes	Grenoble	Avenue du Grand Sablon - 38706 La Tronche cedex	jerome.carton@francetv.fr 04 76 01 40 87 / 06 03 31 34 88
10	3	Hauts de France	Lille	36 Boulevard de la Liberté 59024 Lille Cedex	christophe.cateau@francetv.fr 03 20 13 21 33 / 06 10 82 34 39
11	4	Nouvelle Aquitaine	Limoges	1, avenue Marconi - 87060 Limoges Cedex 2	audrey.beaujon@francetv.fr 05 55 04 33 04 / 06 10 47 13 74

N°	LOT	Région	Antenne	Adresse	Responsable IMG
12	6	Auvergne Rhône Alpes	Lyon	14 rue des cuirassiers - CS 63824 - 69487 Lyon Cedex 03	patrice.moiroud@francetv.fr 04 78 14 62 35 / 06 30 56 12 75
13	5	Provence Alpes Côte d'Azur	Marseille	2, allée Ray Grassi - 13271 Marseille cedex 08	jerome.dalet@francetv.fr 04 91 23 48 33 / 06 70 74 37 32
14	5	Occitanie	Montpellier	10, allée John Napier - 34063 Montpellier Cedex 2	steve.ferrari@francetv.fr 04 67 20 30 12 / 06 80 35 43 84
15	2	Grand Est	Nancy	14, route de Mirecourt BP 90030 - 54501 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex	betty.caudel@francetv.fr 03 83 50 41 09 / 06 82 01 42 54
16	7	Pays de Loire	Nantes	2, rue Gaëtan Rondeau - Ile Beaulieu BP 30109 - 44201 Nantes cedex 2	olivier.bounaud@francetv.fr 02 40 99 44 90 / 06 15 05 29 12
17	7	Centre Val de Loire	Orléans	2 Place Anatole France - 45060 Orléans Cedex	benjamin.blottin@francetv.fr 02 38 69 56 16 / 06 24 08 97 12
18	4		Poitiers		
19	2	Grand Est	Reims	Rue Jankel-Segal BP 1037 51687 Reims Cedex 2	sylvain.saintpaul@francetv.fr 03 26 48 38 47 / 06 09 01 51 49
20	7	Bretagne	Rennes	9 avenue Jean Janvier - CS 44015 35040 Rennes cedex	bastien.gallais@francetv.fr 02 99 01 79 16 / 06 24 84 34 49
21	3	Normandie	Rouen	11 Quai Ferdinand de Lesseps 76173 Rouen Cedex	geoffroy.perez@francetv.fr 02 35 58 85 08
22	2	Grand Est	Strasbourg	Place de Bordeaux 67005 Strasbourg Cedex	nora.hoffstetter@francetv.fr 03 88 56 68 88 / 06 34 36 38 33
23	4	Occitanie	Toulouse	24 Chemin de la Cépière - 31081 Toulouse Cedex	sebastien.mady@francetv.fr 05 62 23 97 66 / 06 11 43 26 01

2.7 - Renseignements complémentaires demandés par le candidat

Pour obtenir tous les renseignements qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs questions au **plus tard 9 jours** calendaires avant la date limite de remise des offres.

Les questions doivent être adressées directement sur la plateforme de dématérialisation des marchés de France Télévisions depuis l'espace consacré à la consultation à partir de l'onglet « questions/réponses » sur le menu de gauche. **Il est recommandé de regrouper les questions dans un seul et même envoi pour éviter une multiplication des demandes.**

2.8 - Réponse de l'acheteur

L'acheteur répondra via la plateforme de dématérialisation à toutes les candidats ayant retiré le dossier. La réponse sera écrite et adressée dans un délai maximum de **6 jours calendaires** avant la date limite de remise des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale.

2.9 - Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation, **au plus tard 6 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété sans pouvoir présenter aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite pour la remise des offres venait à être reportée, la disposition précédente serait elle-même reportée.

Article 3 -CONTENU ET DISPONIBILITE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1 - Documents fournis aux candidats

Le dossier de consultation des entreprises comprend :

- ☒ Le présent règlement de la consultation et ses annexes « guide et tutoriel »
- ☒ L'acte d'engagement par lot et son annexe :
 - *Bordereau de prix unitaires (BPU)*
- ☒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ☒ Le Cahier des Clauses Techniques (CCT) et ses annexes :
 - *Annexes 1 : Descriptif des installations*
 - *Annexe 2 : Nomenclature et fréquence des opérations de maintenance*
 - *Annexe 3 : Etat des consommations actuelles*
- ☒ La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Il appartient aux candidats de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3.2 - Disponibilité du dossier de consultation

Le DCE peut être consulté et téléchargé à tout moment et gratuitement sur la plateforme de dématérialisation des marchés de France Télévisions à l'adresse suivante : <https://www.appel-offres.francetelevisions.fr>

Le règlement de consultation est en accès libre sans inscription préalable. Pour télécharger l'ensemble du DCE, le candidat est invité à s'inscrire.




L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en omettant de s'inscrire et de communiquer leur identité et leurs coordonnées, ils s'exposent à ne pas recevoir par la suite les informations complémentaires mises en ligne par le pouvoir adjudicateur et transférées directement via la plateforme à tous les candidats ayant retiré le DCE.

Article 4 - MODALITES D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le candidat doit impérativement transmettre sa candidature et son offre par voie électronique.

Les plis doivent être transmis électroniquement sur la plateforme de dématérialisation des marchés de France Télévisions à l'adresse suivante : <https://www.appel-offres.francetelevisions.fr>
La date et l'heure prises en compte par le pouvoir adjudicateur correspondent au dispositif d'horodatage de la plateforme.

Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (exemple : par courriel).
Il convient de se référer à l'annexe ci-jointe pour les modalités de transmission par voie électronique.

Le service support de la plateforme de dématérialisation se tient à votre disposition pour vous guider dans l'utilisation de la plateforme via le formulaire d'assistance en ligne : 

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un second dépôt par un même signataire se substitue au premier ; il y a donc lieu d'adresser une nouvelle offre complète et non un additif. À défaut, la seconde offre, qui annule et remplace la première offre déposée, sera incomplète.

ATTENTION : à l'exception de l'envoi d'une copie de sauvegarde, strictement identifiable (Cf : annexe « Guide pour répondre à une consultation »), l'utilisation d'un mode de transmission matérialisée entraînera le rejet de la réponse.

ATTENTION : Le pouvoir adjudicateur précise à l'attention de l'ensemble des candidats que le dépôt d'une candidature/d'une offre doit se faire sous la forme d'une archive au format zip. Cette archive doit être strictement inférieure à 1 Go. En cas de dépassement même minime, le dépôt est automatiquement et immédiatement rejeté par le profil acheteur du pouvoir adjudicateur. Ce qui conduit à l'absence de candidature/d'offre de la part de votre société. Cette précision est valable tout au long de la procédure y compris lors de la remise en concurrence par le biais des marchés subséquents, le cas échéant.

4.1 - Candidature

Tous les candidats souhaitant participer à la présente consultation doivent respecter les prescriptions ci-dessous :

4.1.1 - Composition du pli de candidature

Le « Dossier de candidature » à remettre par voie électronique, rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français, doit comprendre :

À fournir	A fournir par le co-traitant en cas de groupement	DOCUMENTS
X		Formulaire DC1 * dûment complété, daté- <i>Lettre de candidature indiquant si le candidat se présente seul ou en groupement, et la nature de ce dernier.</i>
X		Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat, y compris en cas de groupement les habilitations nécessaires pour représenter les cotraitants
X	X	Preuve d'une assurance des risques civils et professionnels
X	X	Formulaire DC2 * dûment complété – <i>Déclaration du candidat</i>
X	X	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années et dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
X	X	Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
X	X	Liste des prestations de même nature exécutées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, appuyée d'attestations du destinataire ou, à défaut par une déclaration de l'opérateur économique
X	X	Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales datant de moins de six mois,
X	X	La production d'un extrait du registre pertinent , tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article R. 2143-9 du code de la commande publique susvisée.

* Ces formulaires sont téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante : www.economie.gouv.fr

Les candidats pourront remplacer ces documents ci-dessus par le DUME (document unique de marché européen) conformément aux articles R. 2143-4 et R. 2143-16 du code de la commande publique.

Les candidats devront démontrer qu'ils disposent des capacités financières pour réaliser les prestations qui font l'objet de l'accord-cadre, notamment que le fait d'exécuter cet accord-cadre ne remet pas en cause l'équilibre financier de leur structure eu égard à leur assise financière

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés ci-dessus, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent (par exemple : déclaration appropriée de banque...).

Les candidats devront démontrer qu'ils disposent des capacités techniques (moyens matériels et humains) et professionnelles pour réaliser les prestations qui font l'objet de l'accord-cadre.

La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats professionnels ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.



ATTENTION : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants, cotraitants, etc.) sur lesquels il s'appuie. Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique. L'appréciation des capacités se fera de manière globale.

4.1.2 - Examen des candidatures

Niveaux minimum de capacités :

- Capacité professionnelle : **Qualification 5543 ou équivalent** : Exploitation avec garantie totale d'installations d'importance moyenne de technicité supérieure ou équivalent pour les lots de 2 à 7
- Capacité technique : sans objet
- Capacité financière : sans objet

NB : L'absence de références relatives à l'exécution de l'accord-cadre de même nature ne peut justifier l'élimination d'un candidat sur ce seul motif.

4.2 - Offre

Le « Dossier de l'offre » à remettre par voie électronique doit être rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français.

4.2.1 - Composition du pli de l'offre

À fournir	Documents à fournir	Documents à signer	Commentaires
X	L'acte d'engagement (AE), complété et daté par les représentants qualifiés du/des prestataires	X (avec cachet)	<i>Un défaut d'information ou de signature de l'AE rendra l'offre irrégulière.</i>
X	L'annexe de l'acte d'engagement : Bordereau de prix unitaires (BPU)		A compléter en respectant le cadre établi par FTV.
X	Le cas échéant, l'annexe de l'acte d'engagement : acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 à télécharger sur www.economie.gouv.fr)	X (avec cachet)	<i>Le formulaire DC4 doit être accompagné des documents suivants :</i> - Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne rentre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique. - Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (cf dossier candidature)
X	La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). En version PDF et EXCEL		A compléter en respectant le cadre établi par FTV. <i>Le montant total des prestations inclura tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire (dont les tirages et diffusions de documents écrits et graphiques, le matériel utilisé, les déplacements, etc...)</i>
X	Un mémoire technique		<i>Le mémoire technique doit préciser les moyens que le candidat compte mettre en œuvre pour l'exécution des prestations conformément au cahier des charges. Le mémoire technique doit permettre à l'acheteur d'analyser les offres sur la base des critères d'attribution détaillés ci-après.</i> <i>Le mémoire technique sera contractuel au titre de l'accord cadre. Il permet au pouvoir adjudicateur d'apprécier la pertinence des dispositions envisagées pour mener à bien les prestations. En conséquence, le candidat est invité à apporter la plus grande attention à sa rédaction. Il peut compléter le mémoire par toute information qu'il juge utile à une bonne compréhension de son offre.</i> <u>Le mémoire technique est obligatoire. A défaut, l'offre sera déclarée irrégulière.</u>

X	Le cas échéant, une attestation de visite		
---	---	--	--

Note concernant le mémoire technique :

Le mémoire technique n'excédera pas 50 pages (annexes comprises) précisant les moyens que le candidat compte mettre en œuvre pour l'exécution des prestations et notamment :

- **Moyens techniques :**
 - la description de l'organisation méthodologique proposée pour la phase de pré-exploitation et de démarrage (planning, ressources, méthodes et outils)
 - la description de la gestion de l'astreinte et des procédés d'intervention
 - le détail des dépenses prévisionnelles P3
 - le descriptif du système de pilotage des prestations proposé (suivi des indicateurs courants d'exploitation, système de management de la qualité des prestations, analyse des consommations)
- **Moyens humains :**
 - l'organisation humaine prévue pour réaliser les prestations : composition, compétences
 - le niveau de formation et qualifications de l'équipe qui sera affectée à la réalisation des prestations et plans de formation
- **Niveaux de performances énergétiques :**
 - le niveau d'engagement sur les consommations d'énergie
 - la méthodologie et l'organisation (plan d'action) prévues pour optimiser les consommations
- **Responsabilité sociale et environnementale :**
 - la description de la gestion des déchets des matériels (dont valorisation)
 - les actions pour l'environnement d'ordre local (pas de généralités)

Une note de synthèse d'une dizaine de page devra être rédigée et incluse dans les 50 pages.

NB : Le mémoire technique joint à l'appui de l'offre sera contractualisé au titre du marché. Il permet au pouvoir adjudicateur d'apprécier la pertinence des dispositions envisagées pour mener à bien les prestations. En conséquence, le candidat est invité à apporter la plus grande attention à sa rédaction. Il peut compléter le mémoire par toute information qu'il juge utile à une bonne compréhension de son offre.

4.2.2 - Jugement des offres

Critères de jugement des offres :

Les critères d'analyse des offres sont les suivants :

Critère	Pondération
Critère financier, dont :	40
Sur la base du montant total forfaitaire du P2 et P3	35
Cohérence des taux horaires et des coefficients de marge sur le matériel	5
Critère technique, dont :	35
<u>Moyens techniques</u> : Note sur 20 <ul style="list-style-type: none"> Pertinence et adéquation de l'organisation méthodologique proposée par la phase de pré-exploitation et de démarrage (planning, ressources, méthodes et outils) Gestion des astreintes et procédé d'intervention Pertinence et niveau de détail des dépenses P3 Système de pilotage des prestations (suivi des indicateurs courants d'exploitation, système de management de la qualité des prestations) 	Chaque sous-critère est noté sur 5 points
<u>Moyens humains</u> : Note sur 10 <ul style="list-style-type: none"> Organisation humaine prévue pour réaliser les prestations Niveau de technicité et formation des personnels 	Chaque sous-critère est noté sur 5 points
<u>P2</u> : Note sur 5 <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'heures prévisionnelles en P2 et détail des prestations sous-traitées 	5
Critère RSE, dont :	25
<ul style="list-style-type: none"> Plan de formation des personnels et évolution professionnelle Gestion des déchets des matériels Actions pour l'environnement d'ordre local (pas de généralités) 	5 2.5 2.5
<u>Niveau de performances énergétiques</u> : Note sur 15 <ul style="list-style-type: none"> Niveau d'engagement sur les consommations d'énergie (fourchette de prix selon le taux) Méthodologie et organisation (plan d'action) pour optimiser les consommations 	10 5

Les notes relatives aux critères d'attribution de l'accord-cadre, obtenues seront additionnées. La note finale ainsi obtenue permettra de dresser le classement définitif des offres selon un ordre décroissant. Si plusieurs candidats arrivent ex-aequo, l'accord cadre sera attribué à celui ayant obtenu la meilleure note au critère financier.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, jusqu'à ce que le candidat produise dans le délai qui lui sera imparti, les documents énumérés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

4.3 - Rappel des documents à fournir par le candidat retenu

Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre produit, sur demande et dans le délai qui lui sera imparti par le pouvoir adjudicateur (dans le cas où il ne les aurait pas joints avec la candidature) :

☒ Les **attestations et certificats** délivrés par les administrations et organismes compétents **prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.**

☒ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail **si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger.**

☒ La production d'un **extrait du registre pertinent**, tel qu'un **extrait K, un extrait K bis, un extrait D1** ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article R. 2143-9 du code de la commande publique

☒ La **copie du ou des jugements prononcés** lorsque le candidat est en redressement judiciaire

Ces pièces sont rédigées en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de cotraitance et de sous-traitance, ces documents doivent être remis par chaque membre du groupement ou sous-traitant.

Si le candidat ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée sans possibilité de régularisation et il est éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord cadre ne lui soit attribué.

Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsistera des offres appropriées pour le pouvoir adjudicateur.

Il est vivement recommandé aux candidats de se fournir dès à présent des documents mentionnés ci-dessus. En effet, le délai qui sera imparti au candidat pressenti pour être titulaire pour fournir ces pièces sera au maximum de 2 jours